

LES INONDATIONS

NOUVEAU-BRUNSWICK—L'AIDE AUX SINISTRÉS

M. J. Chester MacRae (York-Sunbury): Je voudrais poser ma question au ministre de l'Expansion économique régionale. Le ministre dirait-il si le gouvernement fédéral a autorisé et accordé une subvention à la province du Nouveau-Brunswick pour venir en aide à ceux qui ont eu à essayer de lourdes pertes financières par suite des inondations que la province a connues en février?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question, mais je n'en sais rien. Je pense que cela relève du Conseil du Trésor. Je peux me renseigner à ce sujet ou demander au Conseil du Trésor de soumettre un rapport au député.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LA PROVENANCE DE PILULES DE CONTREFAÇON

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Un article venant de Montréal et paru récemment dans le *Globe and Mail* signale l'arrestation de deux personnes accusées de vendre des pilules de contre-façon. Il y est dit que 900,000 de ces pilules provenaient de l'Ontario. Étant donné qu'il s'agit là d'un genre d'opération susceptible d'être appuyé par le milieu, le gouvernement sait-il quelle usine de l'Ontario produit ces pilules falsifiées?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Cette question étant actuellement devant les tribunaux, j'attendrai la décision avant de faire tout commentaire.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA NORME DE 6%—LA CRÉATION DE TRIBUNAUX DU TRAVAIL

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Des représentants du gouvernement ont-ils communiqué avec le gouvernement de la Saskatchewan au sujet du projet d'institution de tribunaux du travail afin de faire respecter la norme de 6 p. 100 et, dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il appuyé cette idée?

[M. l'Orateur.]

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): J'ai répondu à cette question jeudi, monsieur l'Orateur.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Le ministre prétend avoir répondu jeudi à cette question, mais je ne pense pas qu'il l'ait fait très clairement. Puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? A la lumière des récentes déclarations du gouvernement au sujet des syndicats ouvriers, a-t-il l'intention de protester contre la déclaration du président Nixon selon laquelle on ne peut protéger le dollar en rejetant ses responsabilités sur un autre?

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES—LA RÉMUNÉRATION DU TEMPS SACRÉ AUX FORMULAIRES

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): J'ai une question pour le ministre de l'Agriculture, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a-t-il l'intention de dédommager les préposés aux élévateurs qui consacrent beaucoup de temps à remplir les formules que les fermiers doivent présenter aux termes du programme LIFT, étant donné que cela dérange parfois le chargement et la réception du blé?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Ces personnes sont des employés des exploitants d'élévateurs. Dans de nombreux cas, dans le passé, lorsque des programmes ont été annoncés par le gouvernement, comme les dispositions sur les avances en espèces pour du blé entreposé à la ferme, les sociétés ont aidé les agriculteurs à préparer leurs formules.

EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES STIMULANTS INDUSTRIELS ET LES ÉCARTS ENTRE LES PROVINCES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le ministre compte-t-il prendre une initiative en vue de modifier la loi sur les stimulants industriels eu égard aux écarts énormes observés, selon les diverses provinces du Canada, en ce qui concerne les subventions, notamment dans le cas des provinces les plus défavorisées?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, la différence est beaucoup moins grande que l'honorable député semble l'indiquer, si l'on tient compte de la population, et